



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

FAITS ET  
CHIFFRES

## Fonction publique

### Tableau de synthèse 2015



RAPPORT ANNUEL

**DGAFF**  
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

# Tableau de synthèse 2015

Ce tableau permet de situer l'emploi public dans l'ensemble de l'emploi salarié en France. Il permet également de préciser les contours de la fonction publique (ensemble de ses trois versants : État, territorial et hospitalier). Au 31 décembre 2013, les établissements dans lesquels le recrutement de droit commun de l'agent relève du droit public emploient 5,61 millions de personnes, y compris bénéficiaires de contrats aidés, en métropole et dans les DOM. Si l'on se restreint au périmètre de la fonction publique, ces effectifs s'élèvent 5,42 millions d'agents hors bénéficiaires de contrats aidés auxquels s'ajoutent 0,17 M de bénéficiaires de contrats aidés.

## Présentation du tableau de synthèse

Si les employeurs publics, en particulier l'État peuvent employer des agents à l'étranger (services extraterritoriaux tels que les ambassades), le champ géographique dans lequel se situe la résidence administrative qui est retenu est celui de la métropole et des départements d'outre-mer (DOM), ce qui permet d'évaluer de manière homogène l'emploi public et l'ensemble de l'emploi salarié.

Le tableau classe chaque employeur en fonction de trois caractéristiques : sa catégorie juridique, sa nature économique et le statut de recrutement de droit commun de ses agents.

Ce classement s'opère de la façon suivante :

- en ligne, les employeurs sont d'abord distingués en fonction de leur catégorie juridique selon la codification Sirène de l'Insee, qui repose sur les critères du droit administratif et du droit des sociétés ; puis en fonction de leur nature économique (appartenance ou non au champ des administrations publiques des comptes nationaux), distinguant les employeurs non marchands des employeurs marchands.
- en colonne, les employeurs sont classés en fonction du statut de droit commun de leurs agents : droit public, droit privé ou droit particulier (public ou privé).

Le tableau de synthèse permet d'estimer l'importance de l'emploi public, au 31 décembre 2013, selon différents concepts :

- **dans l'approche juridique**, le nombre de personnes dépendant de la **Fonction publique** (administration de l'État, collectivités territoriales et établissements publics administratifs) dans lesquels le recrutement de droit commun de l'agent relève du statut général de la fonction publique s'élève à 5,60 millions (en comptant les 183 500 bénéficiaires de contrats aidés), soit 20,7 % de l'emploi total.
- **dans l'approche économique**, le nombre de personnes travaillant à titre principal dans des **administrations publiques** (administrations, organismes publics et organismes privés financés majoritairement par prélèvements obligatoires) s'élève à 6,2 millions, ce qui représente 22,8 % de l'emploi total en métropole et dans les DOM.

## Évolution des effectifs entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013

Fin 2013, la fonction publique, tous versants confondus, emploie 35 400 agents (hors bénéficiaires de contrats aidés) de plus que fin 2012 (soit +0,7 %). Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans la fonction publique évolue peu : 183 500 fin 2013 contre 135 300 fin 2012.

Y compris bénéficiaires de contrats aidés, l'administration de l'État enregistre un recul de 5 500 emplois (-0,3 %) tandis que les collectivités territoriales (qui représentent les ¾ de l'emploi de la fonction publique territoriale) enregistrent un accroissement de 19 800 agents (+1,4 %). L'ensemble des établissements publics administratifs relevant de la fonction publique, qui regroupe les EPA de l'État, de la fonction publique territoriale et hospitalière, accroît ses effectifs de 69 300 agents dont 67 100 sur le champ des APU (+3,3 %) et 2 200 hors APU (+2,5 %).

Au total, les APU ont augmenté le nombre de leurs salariés de 1,5 % avec une hausse de 81 400 emplois sur le champ de la fonction publique et de 60 600 emplois sur le champ des établissements à recrutement de droit privé.

| Ligne | Statut juridique de l'employeur                                |                                 |                     |
|-------|--|---------------------------------|---------------------|
|       | Intitulé   | Code catégorie juridique Sirène | Comptes nationaux   |
| 1     | Administration de l'État                                       | 71 hors 7111 et 7112            | APU (non marchand)  |
|       |  | 7111                            |                     |
|       |  | 7112                            |                     |
| 2     | Collectivités  | 72                              | hors APU (marchand) |
| 3     | Établissements publics administratifs                          | 73                              |                     |
| 4     | Organismes publics administratifs                              | 74                              | APU (non marchand)  |
| 5     | Personnes morales de droit public soumises au droit commercial | 4                               | hors APU (marchand) |
|       |  |                                 | APU (non marchand)  |
| 6     | Personnes physiques, sociétés commerciales                     | 1,2,3,5,6 (hors 32)             | APU (non marchand)  |
|       |  |                                 | hors APU (marchand) |
| 7     | Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé    | 8,9                             | APU (non marchand)  |
|       |  |                                 | hors APU (marchand) |

## Légende

Fonction publique.

Administrations publiques au sens des comptes nationaux.

(1) Offices agricoles (EPIC) intégrés dans France Agrimer en 2009 (ÉPA).

(2) Caisse des dépôts et consignations : assimilée à ÉPA, mais relevant de codification Sirene 74 (Autres pers

# classement des employeurs

| Statut de recrutement de droit commun de l'agent   |  |   |
|--|--|---|
| Colonne  |  |   |
| 1  | 2  | 3   |
| Droit public   | Droit public particulier / privé à statut  | Droit privé   |
| Ministères<br><i>dont enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat</i>  |  |   |
| Autorités constitutionnelles   |  |   |
| Autorités administratives indépendants   |  |   |
| Régions, départements, communes  |  |   |
| ÉPA nationaux : Pôle emploi, Crous, CNRS, INRA, Inserm, France Agrimer <sup>(1)</sup> etc., EPLE, ÉPA des collectivités territoriales, hôpitaux publics, étab. médico-sociaux                          | Organismes consulaires, associations syndicales autorisées, associations foncières urbaines ou de remembrement | Caisse nationale du régime général de Sécurité sociale  |
| OPH, Caisses de crédit municip., maisons de retraite publiques, divers ÉPA locaux marchands, Institut jeunes aveugles/sourds, Hôpital Quinze-Vingts, Caisse des dépôts et consignations <sup>(2)</sup> |  |   |
|  | GIP non marchands, groupements de coopération sanitaire, agences dép. d'insertion                              | IGSA, Institut franco-allemand St Louis etc.  |
| Cercles et foyers des armées   |  | Cultes d'Alsace-Lorraine  |
|  |  | Ademe, BRGM, CEA, Charbon. de France, Cirad, CNES, Onera, INA, IFP Energie nouvelle, Opéra national de Paris, Réunion musées nationaux, offices de tourisme, etc. |
| Office national des forêts   | RATP, SNCF<br>Banque de France   | Grands ports maritimes<br>UGAP, AFD<br>OPAC/OPH<br>ÉPIC locaux et régies  |
|  |  | Safer   |
|  | La Poste<br>EDF<br>Aéroports de Paris  | dont<br>Air France, Orange,<br>France Télévision, DCNS,<br>GDF Suez, GIAT industries-Nexter,<br>Imprimerie nationale  |
|  |  | Organismes de protection sociale<br>hôpitaux à but non lucratif<br>associations ODAC<br>associations ODAL   |
|  |  | Mutuelles, comités d'entrep.<br>organismes professionnels<br>syndicats de propriétaires<br>associations et fondations<br>non à financ. public maj.                |

## Définition des lignes et des colonnes du tableau

**La ligne 1** correspond à l'administration de l'État et se décompose elle-même en trois niveaux : **les ministères** (administration centrale et services déconcentrés de l'État, y compris la Défense), **les autorités constitutionnelles et les autorités administratives indépendantes**.

**La ligne 2** correspond aux collectivités territoriales au sens strict : régions, départements et communes (depuis l'édition du RA 2010-2011, les effectifs de la préfecture de Police de Paris ne sont plus décomptés avec les effectifs des départements, mais avec ceux des services déconcentrés des ministères).

**La ligne 3** correspond aux **établissements publics administratifs (ÉPA) et autres organismes publics administratifs**.

Les ÉPA classés en APU, placés en colonne 1 correspondent à la situation la plus courante : caractère non marchand et statut de recrutement de droit public : Pôle emploi, Crous, CNRS, personnel propre des universités, ÉPA locaux (CCAS, communautés urbaines, etc.), hôpitaux publics, etc.

Les ÉPA produisant des services marchands tout en recrutant des personnels relevant du statut général de la fonction publique apparaissent également en colonne 1 : Caisse des dépôts et consignations, offices publics de HLM, maisons de retraite publiques ; leur chiffre d'affaires couvrent la majorité de leurs charges d'exploitation.

Les personnels des organismes consulaires (chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie, des métiers) relevant d'un droit public particulier figurent en colonne 2 et ceux des caisses nationales de la Sécurité sociale et du centre d'études supérieures de la Sécurité sociale relevant du droit privé figurent en colonne 3.

**La ligne 4** correspond aux personnes morales de droit public hors établissements publics à caractère administratif (groupement d'intérêt public notamment, incluant les agences régionales de santé)

**La ligne 5** correspond aux personnes morales de droit public soumises au droit commercial (ÉPIC et Banque de France).

Les ÉPIC nationaux non marchands du domaine de la recherche et de la culture, à recrutement de droit privé, sont en colonne 3 : CEA, CNES, Onera, Opéra national de Paris, Réunion des musées nationaux, etc. Parmi les ÉPIC marchands, l'Office national des forêts est classé en colonne 1.

Les ÉPIC nationaux marchands, qui sont des entreprises à statut (RATP, SNCF), sont en colonne 2, ainsi que la Banque de France. Les autres ÉPIC sont en colonne 3 : OPAC/OPH, ÉPIC locaux et régies notamment.

**La ligne 6** correspond aux **personnes physiques et sociétés commerciales** (dont La Poste).

La ligne 7 correspond aux **organismes privés spécialisés et groupements de droit privé**.

## 2 L'emploi public selon différents concepts au 31 décembre 2013 en France (Métropole + DOM)

|                                      | Effectifs des « administrations publiques » | Effectifs de droit public<br>Colonne 1<br>et lignes 1 à 5 | Effectifs de la fonction publique<br>métropole<br>et DOM<br>Colonne 1<br>et lignes 1+2+3 |
|--------------------------------------|---|---|--|
| Total y compris<br>contrats aidés    | 6 169 700                                   | 5 609 800   | 5 600 400  |
| <b>Total hors contrats<br/>aidés</b> |   | <b>5 426 200</b>  | <b>5 416 900</b>   |

Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière : Métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

Les chiffres sont arrondis à la centaine. Le total et les évolutions sont calculés sur les données initiales.

### 3 Ventilation des effectifs salariés au 31 décembre salariés à titre principal

(en milliers)

| Ligne    | Statut juridique de l'employeur                                |                                 |                     |
|----------|--|---------------------------------|---------------------|
|          | Intitulé   | Code catégorie juridique Sirène | Comptes nationaux   |
| 1        | Administration de l'État                                       | 71 hors 7111 et 7112            | APU (non marchand)  |
|          |  | 7111                            |                     |
|          |  | 7112                            |                     |
| 2        | Collectivités  | 72                              | hors APU (marchand) |
| 3        | Établissements publics administratifs                          | 73                              |                     |
| 4        | Organismes publics administratifs                              | 74                              | APU (non marchand)  |
|          |  |                                 | hors APU (marchand) |
| 5        | Personnes morales de droit public soumises au droit commercial | 4                               | APU (non marchand)  |
|          |  |                                 | hors APU (marchand) |
| 6        | Personnes physiques, sociétés commerciales                     | 1,2,3,5,6 (hors 32)             | APU (non marchand)  |
|          |  |                                 | hors APU (marchand) |
| 7        | Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé    | 8,9                             | APU (non marchand)  |
|          |  |                                 | hors APU (marchand) |
| Ensemble |  |                                 | APU (non marchand)  |
|          |  |                                 | fonction publique   |
|          |  |                                 | hors APU (marchand) |

Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

CA = contrats aidés

# 2013 en France (Métropole + DOM),

| Statut de recrutement de droit commun de l'agent |         |   |       |             |          |
|--|---------|---|-------|-------------|----------|
| Colonne  |         |   |       |             |          |
| 1  |         | 2   |       | 3           |          |
| Droit public                                     |         | Droit public particulier / privé à statut |       | Droit privé |          |
| hors CA  | 1 925,4 |   |       |             |          |
| y c. CA  | 1 927,4 |   |       |             |          |
| hors CA  | 0,6     |   |       |             |          |
| y c. CA  | 0,6     |   |       |             |          |
| hors CA  | 1,3     |   |       |             |          |
| y c. CA  | 1,3     |   |       |             |          |
| hors CA  | 1 404,8 |   |       |             |          |
| y c. CA  | 1 458,6 |   |       |             |          |
| hors CA  | 1 999,2 | hors CA                                   | 40,5  | hors CA     | 13,9     |
| y c. CA  | 2 121,3 | y c. CA                                   | 40,7  | y c. CA     | 13,9     |
| hors CA  | 85,6    |   |       |             |          |
| y c. CA  | 91,2    |   |       |             |          |
|  |         | hors CA                                   | 10,0  | hors CA     | 1,5      |
|  |         | y c. CA                                   | 10,2  | y c. CA     | 1,5      |
| hors CA  | 0,1     |   |       | hors CA     | 0,5      |
| y c. EA  | 0,1     |   |       | y c. CA     | 0,5      |
|  |         |   |       | y c. CA     | 40,1     |
| y c. CA  | 9,3     | y c. CA                                   | 218,2 | y c. CA     | 90,3     |
|  |         |   |       | y c. CA     | 0,8      |
|  |         | y c. CA                                   | 0,8   | y c. CA     | 16 318,2 |
|  |         |   |       | y c. CA     | 553,2    |
|  |         |   |       | y c. CA     | 1 451,7  |
| y c. CA  | 5 509,3 | 50,9                                      |       | 609,6       |          |
| hors CA  | 5 416,9 |   |       |             |          |
| y c. CA  | 5 600,4 |   |       |             |          |
| y c. CA  | 100,6   | 219,1                                     |       | 17 860,6    |          |

## Légende

- Fonction publique.
- Administrations publiques au sens des comptes nationaux.
- Source SIASP.

# Évolution des effectifs salariés (y compris bénéficiaires) et 31 décembre 2013 en France (Métropole + DOM)

## Effectifs y compris emplois aidés

| Ligne    | Statut juridique de l'employeur                                |                                 |                        |
|----------|--|---------------------------------|------------------------|
|          | Intitulé   | Code catégorie juridique Sirène | Comptes nationaux      |
| 1        | Administration de l'État                                       | 71<br>hors 7111 et 7112         | APU<br>(non marchand)  |
|          |  | 7111                            |                        |
|          |  | 7112                            |                        |
| 2        | Collectivités  | 72                              |                        |
| 3        | Établissements publics administratifs                          | 73                              | hors APU<br>(marchand) |
| 4        | Organismes publics administratifs                              | 74                              | APU<br>(non marchand)  |
|          |  |                                 | hors APU<br>(marchand) |
| 5        | Personnes morales de droit public soumises au droit commercial | 4                               | APU<br>(non marchand)  |
|          |  |                                 | hors APU<br>(marchand) |
| 6        | Personnes physiques, sociétés commerciales                     | 1,2,3,5,6<br>(hors 32)          | APU<br>(non marchand)  |
|          |  |                                 | hors APU<br>(marchand) |
| 7        | Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé    | 8,9                             | APU<br>(non marchand)  |
|          |  |                                 | hors APU<br>(marchand) |
| Ensemble |  |                                 | APU<br>(non marchand)  |
|          |  |                                 | fonction publique      |
|          |  |                                 | hors APU<br>(marchand) |

Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

CA = contrats aidés

# Financiers de contrats aidés) entre le 31 décembre 2012 (1), salariés à titre principal

| Statut de recrutement de droit commun de l'agent |      |  |      |             |        |
|--|------|--|------|-------------|--------|
| Colonne 1  |      | Colonne 2                                    |      | Colonne 3   |        |
| Droit public                                     |      | Droit public particulier /<br>privé à statut |      | Droit privé |        |
| nombre   | -5,5 |  |      |             |        |
| %  | -0,3 |  |      |             |        |
| nombre   | 0,0  |  |      |             |        |
| %  | 1,4  |  |      |             |        |
| nombre   | 0,0  |  |      |             |        |
| %  | -2,7 |  |      |             |        |
| nombre   | 19,8 |  |      |             |        |
| %  | 1,4  |  |      |             |        |
| nombre   | 67,1 | nombre                                       | -2,4 | nombre      | -0,5   |
| %  | 3,3  | %  | -5,7 | %           | -3,6   |
| nombre   | 2,2  |  |      | nombre      |        |
| %  | 2,5  |  |      | %           |        |
|  |      | nombre                                       | 0,7  | nombre      | 0,0    |
|  |      | %  | 7,5  | %           | -0,5   |
| nombre   | 0,0  |  |      | nombre      | 0,0    |
| %  | 10,2 |  |      | %           | 2,4    |
|  |      |  |      | nombre      | 6,1    |
|  |      |  |      | %           | 17,8   |
| nombre   | 0,0  | nombre                                       | 19,6 | nombre      | 7,9    |
| %  | -0,1 | %  | 9,9  | %           | 9,6    |
|  |      |  |      | nombre      | 0,1    |
|  |      |  |      | %           | 19,0   |
|  |      | nombre                                       | 0,1  | nombre      | -225,9 |
|  |      | %  | 19,0 | %           | -1,4   |
|  |      |  |      | nombre      | 54,9   |
|  |      |  |      | %           | 11,0   |
|  |      |  |      | nombre      | 119,5  |
|  |      |  |      | %           | 9,0    |
| nombre   | 81,4 | nombre                                       | -1,7 | nombre      | 60,6   |
| %  | 1,5  | %  | -3,3 | %           | 11,0   |
| nombre   | 83,6 |  |      |             |        |
| %  | 1,5  |  |      |             |        |
| nombre   | 2,2  | nombre                                       | 19,7 | nombre      | -98,5  |
| %  | 2,2  | %  | 9,9  | %           | -0,5   |

## Légende

Fonction publique.

Administrations publiques au sens des comptes nationaux.

Source SIASP.

Fonction  
publique  
Chiffres-clés  
2015

Ce produit dérivé du *Rapport annuel sur l'état de la fonction publique* propose une synthèse des chiffres-clés de la partie Faits et chiffres.

#### RAPPORT ANNUEL

La collection *Rapport Annuel* rassemble les rapports publiés par la DGAFP. Le *Rapport annuel sur l'état de la fonction publique* présente, dans la partie « Politiques et pratiques de ressources humaines », les grands axes de gestion des ressources humaines et, dans la partie statistiques « Faits et chiffres », un bilan social de la fonction publique. Cette collection propose également le *Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique*, dont la première édition est parue en 2014. En sont issues des brochures telles que « Chiffres-clés » et « Tableau de synthèse ».

#### OUTILS DE LA GRH

Destinée en priorité aux gestionnaires des ressources humaines, cette collection regroupe de nombreux outils d'aide au pilotage utilisés au quotidien par les services RH. Le Répertoire interministériel des métiers de l'État (Rime), le Dictionnaire des compétences, des guides ponctuels, le kit « Démarches, outils et acteurs de la mobilité » à titre d'exemples, en font ainsi partie.

#### POLITIQUES D'EMPLOI PUBLIC

Les publications regroupées au sein de cette collection traitent tous les thèmes rattachés à la gestion prévisionnelle des ressources humaines, de la gestion des connaissances à celles des compétences. Elle propose également les protocoles d'accord issus des négociations avec les organisations syndicales représentatives de la fonction publique.

#### LES ESSENTIELS

Cette collection -destinée à un large public -rassemble sous forme de fiches ou de livrets pédagogiques, les informations concernant le recrutement, les concours, les carrières, la formation et, au sens large, tous les aspects du parcours professionnel des agents de la fonction publique.

#### STATISTIQUES ET RECHERCHE SUR LA FP

Cette collection est déclinée en quatre sous-collections, destinées aux décideurs, gestionnaires, statisticiens et chercheurs : « Stats rapides » présente des indicateurs et premiers résultats ; « Point Stat » livre une analyse synthétique des résultats d'enquêtes et d'études statistiques en quelques pages ; « Documents et méthodes » propose des points d'étape sur des travaux de recherche et de méthodologie ; « Études, recherche et débats » présente des analyses approfondies, aussi bien quantitatives que qualitatives.

#### REPÈRES DGAFP

Cette collection regroupe tous les documents, à usage interne ou externe, qui présentent et visent à faire connaître la DGAFP et ses missions.